

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/GE-l-hydro-de-Grenoble-craint-d-etre-sacrifie>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **GE : l'hydro de Grenoble craint d'être sacrifié**

15 novembre 2017

GE : l'hydro de Grenoble craint d'être sacrifié



Assemblée générale des salariés à Grenoble de GE énergies renouvelables, branche hydroélectriques, le 8 novembre 2017, pour protester contre la suppression de postes dans leur site / © AFP/Archives / JEAN-PIERRE CLATOT

Le site de turbines hydroélectriques de GE à Grenoble, où 345 des 800 postes vont être supprimés, craint d'être le sacrifié du projet d'usine d'éoliennes du

groupe à Cherbourg, a indiqué mercredi à l'AFP une représentante de l'intersyndicale.

©AFP / 15 novembre 2017 18h09

Selon des documents datant de mai, obtenus par l'expert de l'intersyndicale après une injonction auprès de la direction, il ressort *"que sur les 1 000 emplois nets que General Electric s'est engagé à créer d'ici fin 2018, 200 doivent l'être dans la branche Renouvelables"*, dont dépend l'activité hydro, a expliqué Nadine Boux (CFE-CGC), au nom de l'intersyndicale.

"Ils se sont arrangés avec Cherbourg où 550 emplois sont annoncés" quand l'usine - dont l'ouverture est prévue au second semestre 2018 - tournera à pleine charge, a poursuivi Mme Boux.

"Avec ces 550, auxquels on soustrait les 200 emplois d'engagement, cela faisait un +droit de tirage+ de 350", soit la jauge prévue pour les suppressions de postes à Grenoble, a ajouté la représentante du personnel, qui dénonce un *"simple calcul"*, sans *"réalité économique ni stratégie"*.

Les organisations syndicales ont interrogé Bercy sur ce point, lundi, lors d'une nouvelle réunion avec le directeur de cabinet de Bruno Le Maire et de Sébastien Griveaux, rappelant que le précédent patron de GE, Jeff Immelt, avait rencontré le président Macron en juin dernier. *"Bercy nous a assurés que ce n'était pas eux qui avaient donné leur accord"*, a rapporté Mme Boux.

Une soixantaine de salariés avaient fait le déplacement pour les soutenir, manifestant devant le ministère de l'Économie, tandis qu'une grève était lancée à Grenoble.

"On nous a promis qu'on n'était pas concerné par les annonces de John Flannery (PDG de GE) mais les assurances du gouvernement ne nous rassurent pas", a souligné Mme Boux.

Lundi, le conglomérat américain en difficulté a annoncé un recentrage de ses activités sur trois branches (aéronautique, santé et énergie) qui s'accompagnera de milliers de suppressions d'emplois à travers le monde pour réduire ses coûts, sans pour autant détailler les régions concernées.

Le PDG de GE Hydro, Yves Rannou, est attendu jeudi sur le site grenoblois, où la grève a été levée mercredi matin. Il avait été chahuté par les salariés en colère la semaine dernière, lors d'une première visite hors les murs.

L'intersyndicale compte obtenir un *"vrai délai"* de négociation au-delà des 15 jours supplémentaires que propose déjà la direction pour approfondir le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE). Si cela n'était pas possible, *"ça partirait en justice : tant que perdus, autant aller au bout car ce PSE n'a pas été préparé sérieusement"*, estime-t-elle.